

AFRIQUE DU SUD

DU PETROLE POUR L'APARTHEID

PAR AQUINO DE BRAGANÇA

Les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de l'Unité africaine réunis, en novembre, à Addis-Abéba, ont lancé un appel aux pays arabes, ainsi qu'aux autres pays producteurs de pétrole, pour qu'ils étendent l'embargo à l'Afrique du Sud, au Portugal et à la Rhodésie. Quelle conséquence cet embargo, s'il est appliqué avec rigueur, peut-il avoir sur l'Afrique du Sud, particulièrement vulnérable en ce domaine, et, par contre-coup, sur la Rhodésie, qui dépend largement de Prétoria pour ses approvisionnements ?

● Le 18 septembre dernier, deux sociétés qui opèrent conjointement en Afrique du Sud, la Shell britannique et Total, filiale de la Compagnie française des Pétroles, annoncent que les recherches menées au large de Port-Elizabeth ont débouché sur la découverte de « traces » d'or noir.

Du coup, à Prétoria, on pavoise. Est-ce la fin d'un long cauchemar ? Le pays de l'apartheid va-t-il enfin cesser de dépendre de l'extérieur pour ses besoins pétroliers ?

Du côté des sociétés, on se montre prudent. Il est encore trop tôt pour crier victoire. Des traces semblables de pétrole avaient été trouvées en 1965 et en 1966 ; mais ces indices n'ont jamais débouché sur des possibilités d'exploitation. En outre, depuis le temps que l'on cherche pour rien, on est en droit de se demander si l'on trouvera jamais. Pourquoi cet acharnement ? Parce qu'en mars 1960, à la suite de la tragédie de Sharpville, la menace de sanctions économiques décidées par l'O.N.U. avait fait prendre conscience aux dirigeants sud-africains d'une des plus grandes faiblesses de leur régime : l'absence de ressources pétrolières contrôlables. Tous les hydrocarbures consommés sont importés, pour 90 %, de l'Iran, qui a rem-

placé sur ce marché les pays du Golfe. Que les approvisionnements soient coupés et c'est la catastrophe.

Certes, l'Afrique du Sud possède d'énormes « montagnes » de charbon. Ces réserves sont estimées à plus de trente-cinq milliards de tonnes. On en extrait, chaque année, quelque cinquante millions qui servent, en particulier, à alimenter un complexe chimique — la Sasol — qui fut mis en chantier en 1962 et a coûté quarante-sept millions de livres sterling. On y fabrique à partir du charbon des combustibles liquides. Mais, outre que le procédé est loin d'être rentable (ou du moins était loin de l'être, avant les récentes augmentations des prix du brut sur le marché international), la production de l'usine, dix ans après son lancement, restait marginale.

Trois ans de stocks

Cette marginalité s'est trouvée d'ailleurs accentuée par le rapide développement d'une industrie pétrochimique de pointe, elle-même suscitée par des investissements d'une ampleur considérable et la création de fabriques d'armes et de munitions. Pour fixer les idées, signalons que les in-

vestissements occidentaux en Afrique du Sud durant la période 1964-1966 ont doublé par rapport à 1961-1963. Quant à la production de matières plastiques, elle s'est accrue de 80 % en dix ans, atteignant deux cent mille tonnes en 1971. Elle augmente de 20 % chaque année.

La consommation de brut, qui est actuellement de l'ordre de dix millions de tonnes, s'accroît très rapidement. Elle devrait, en 1973, exiger des importations de l'ordre de cinq cents millions de dollars, soit la presque totalité du déficit chronique de la balance commerciale du pays. Raison supplémentaire pour s'efforcer de résoudre ce problème.

En attendant d'y parvenir, il faut assurer ses arrières. D'où le lancement, en 1967, d'un gigantesque programme d'assurances contre les sanctions par le développement, non seulement du stockage traditionnel mais du stockage souterrain dans des mines de charbon désaffectées, situées aux environs de Johannesburg. Ces réservoirs naturels sont alimentés par un pipeline les reliant au port de Durban. Le programme prévoyait un stockage équivalant à trois années de consommation, ce qui est énorme : en Europe occidentale, par exemple, les stocks n'excèdent jamais trois mois de consommation.

En même temps, la capacité de raffinage était portée à un niveau suffisant pour couvrir les besoins du pays. Trois « majors » sont installées, dans ce secteur, en Afrique du Sud : Shell-B.P. à Réunion, près de Durban, Mobil Oil à Durban, Caltex à proximité du Cap. Ils furent appelés à augmenter leurs capacités respectives pour tenir compte des « impératifs nationaux ». En 1969, Mobil Oil portait la sienne de 40 000 à 50 000 barils/jour, Shell-B.P. de 68 000 à 84 000, Caltex de 30 000 à 46 000, ce qui donnait, au total, la possibilité de traiter 7,5 millions de tonnes de brut par an, auxquels il fallait ajouter la production d'une petite raffinerie de la South Africa Torbanite Mining, près de Johannesburg (4 000 barils/jour).

En 1971, a été inaugurée une nouvelle raffinerie ultra-moderne, construite grâce à l'aide financière et technique franco-iranienne. Coût des installations : 35 millions de rands. Cette usine est dotée d'un équipement spécial lui permettant de transformer tous les produits lourds résiduels en

produits légers. Elle est capable de traiter deux millions de tonnes de brut par an, ce qui a porté la capacité totale de raffinage du pays au niveau de la consommation.

Tout cela ne constituait, en fait, que des palliatifs. Le plus important restait à faire : trouver du pétrole. Avant la Seconde Guerre mondiale, après plusieurs tentatives infructueuses, on avait renoncé à poursuivre les recherches. Mais, en 1964, une entreprise paraguayenne, la Southern Oil Exploitation Corporation (S.O.E.K.O.R.), était créée. Elle était appelée à poursuivre assidûment ses travaux, à terre et sur le plateau continental sous-marin, « jusqu'à ce qu'il soit prouvé, de façon concluante, qu'il ne s'y trouve pas de pétrole en quantités exploitables », pour reprendre une expression du Premier ministre John Balthasar Vorster.

Des recherches freinées

Mais, à l'époque, la S.O.E.K.O.R. ne parvint à convaincre aucune société de standing international de s'associer à ses travaux : peut-être les membres du Cartel craignaient-ils alors de s'attirer l'hostilité de ceux qui, à l'O.N.U., prônaient les sanctions économiques contre la république d'Afrique du Sud...

En 1966, cependant, la S.O.E.K.O.R. avait déjà investi plus de trente millions de rands et foré une demi-douzaine de puits. Mais ses recherches avaient été freinées par une pénurie de plates-formes de forage en mer, sur le marché mondial, et les difficultés financières et techniques que rencontraient les industriels sud-africains pour construire, eux-mêmes, de telles plates-formes.

C'est alors que, le système des sanctions économiques ayant lamentablement échoué faute de l'appui des grandes puissances occidentales, les sociétés du Cartel commencèrent à réviser leurs positions. Depuis octobre 1966, plus de vingt sociétés étrangères ont demandé et obtenu de la S.O.E.K.O.R. des sous-concessions sur les côtes sud-africaines et namibiennes, parmi lesquelles des « majors » comme Shell-B.P., Caltex, Mobil et C.F.P.-Total. Pour accélérer les opérations, ces sociétés ont, dès 1969, « mis en commun les renseignements recueillis au cours de leurs

relevés sismiques » (Petroleum Press Service, mars 1970).

Au cours de cette même année, la firme américaine Superior découvrait du gaz dans le plateau continental sous-marin, au large de Plettembourg Bay, dans la province du Cap. Dès lors, les investissements du Cartel se portèrent massivement sur la région. Pour la seule B.P., ils s'élevaient, en 1971 (d'après le « Guardian » du 2 juin 1971), à 100 millions de rands (58 millions de livres sterling). Et pourtant, le pétrole ne coule toujours pas. D'où la nécessité pour le gouvernement de Prétoria de trouver des sources d'approvisionnement à l'abri des aléas de la politique. Il est, en particulier, de notoriété publique que l'appui accordé par l'Afrique du Sud aux sécessionnistes bialfrais n'était pas sans rapport avec les problèmes pétroliers.

Au cours de sa visite officielle en Afrique du Sud, en septembre 1972, le ministre des Affaires étrangères du Portugal, Franco Nogueira, a publiquement déclaré que son gouvernement « souhaitait vivement une collaboration pétrolière avec l'Afrique du Sud ». Pourquoi, par exemple, l'Afrique du Sud n'achèterait-elle pas les bruts d'Angola et de Cabinda (9 millions de tonnes en 1972)? L'ennuyeux, c'est que ces bruts sont particulièrement lourds et conviennent mal aux besoins du pays : actuellement, ils sont raffinés dans leur presque totalité aux Etats-Unis, le Portugal ne possédant pas d'usine capable de les traiter.

Des sanctions inattendues

Il n'en reste pas moins que la découverte de pétrole en Angola et à Cabinda fut considéré comme présentant un intérêt stratégique vital pour l'Afrique du Sud. Mais le Portugal, qui se trouve aujourd'hui touché par l'embargo, décidera sans aucun doute que son pétrole n'est plus disponible. A Prétoria, donc, l'inquiétude est vive; à Salisbury également.

Ainsi verra-t-on le tiers monde arabo-africain donner à des sanctions économiques jamais appliquées leur véritable efficacité et l'Afrique du Sud devenir la principale victime d'une guerre du pétrole déclenchée contre son allié israélien ?

A. DE B.

L'ARME DU PETROLE

● L'utilisation du pétrole arabe comme arme politique a été le sujet d'une conférence-débat au Centre culturel arabe de Beyrouth par M. Kamal Joumlatt, leader du Parti progressiste socialiste libanais, et le Dr Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'Etudes pétrolières et du bulletin « le Pétrole et le gaz arabes ».

M. Joumlatt a proposé un programme en cinq points :

- la nationalisation des intérêts étrangers dans les pays arabes.
- le renforcement des mesures d'embargo à l'encontre de tous les pays qui soutiennent Israël.
- l'organisation d'une campagne d'information pour expliquer la politique pétrolière arabe.
- la création d'un fonds commun arabe destiné à canaliser les revenus pétroliers vers le financement des projets dans les pays en voie de développement.
- la promotion des industries de raffinage et de la pétrochimie dans les pays arabes.

Le Dr Sarkis a, pour sa part, mis l'accent sur le fait que l'arme pétrolière comprend quatre grands aspects :

- Les pressions pouvant être exercées sur les pays consommateurs hostiles aux pays arabes.
- Les efforts devant être déployés pour développer les rapports pétroliers directs et, par voie de conséquence, des rapports économique-politiques fondés sur la réciprocité des intérêts entre les pays arabes producteurs et les pays consommateurs.

— L'utilisation du pétrole comme moyen de développement des pays producteurs, dans le cadre d'une planification économique globale.

— La réalisation des objectifs précités est largement subordonnée à la liquidation de la mainmise étrangère sur les richesses pétrolières arabes.

C'est en ce sens qu'on peut dire, a conclu le Dr Sarkis, que « l'arme pétrolière » n'est que partiellement liée au conflit arabo-israélien, et que l'utilisation rationnelle de cette « arme » doit faire l'objet d'une politique arabe cohérente et à long terme.